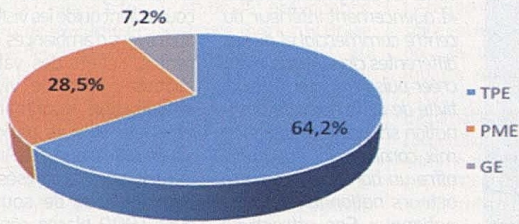
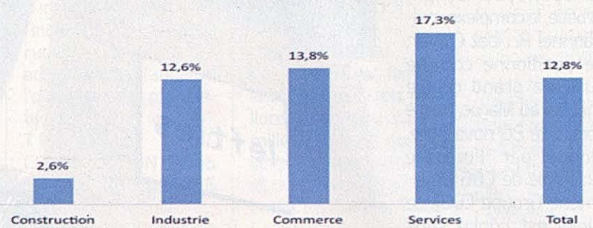


Paysage de l'entreprise au Maroc

Répartition des entreprises par catégorie



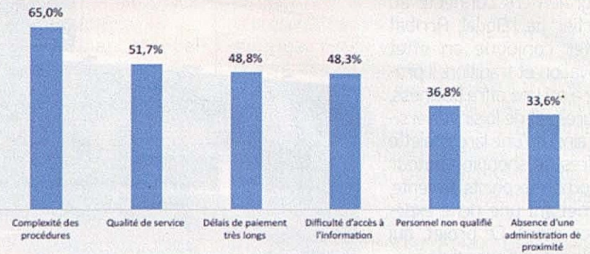
Part des femmes dirigeantes par secteur d'activité



Structure des entreprises par âge



Principaux obstacles liés à l'administration publique selon les chefs d'entreprises



Financement et emploi, potentiel à l'export, rapport à l'administration... le HCP a enquêté auprès de 2.000 patrons

Climat des affaires : L'avis mitigé des chefs d'entreprises

Leila Ouchagour
louchagour@aujourd'hui.ma

Le manque de financement atteint 74% des entreprises quelle que soit leur taille, ce qui représente un obstacle pour l'acte d'investir.

Quelle perception les patrons d'entreprises ont-ils du climat des affaires au Maroc ? C'est la principale question à laquelle a tenté de répondre la dernière enquête du HCP. Financement et emploi, potentiel à l'export, services bancaires, rapport à l'administration... autant d'éléments saillants ont été dévoilés par cette enquête périodique.

Les grandes entreprises en forme malgré le manque de financement

Les grandes entreprises (GE) ont mis la main à la poche durant les trois dernières années. Pour résumer, 39% des entreprises, toutes catégories confondues, ont fait des investissements durant les 3 dernières années.

La participation des GE aux investissements s'élève à 80%, suivies des PME (49,5%) et 29,4% pour les TPE. Néanmoins, il s'avère que le manque de financement atteint 74% des entreprises quelle que soit leur taille, ce qui représente un obstacle pour l'acte d'investir. Du côté de l'emploi, la moitié des patrons interrogés a affirmé avoir recruté sur cette même période. Par catégorie, elles sont 90% de grandes entreprises à avoir eu recours au recrutement, suivies des PME (70%) et des TPE (38%). En termes de profils des nouvelles recrues, il en ressort que les grandes entreprises emploient pour l'essentiel des profils d'un niveau élevé (à savoir des ingénieurs et des cadres supérieurs) alors que les TPE recrutent en particulier des techniciens spécialisés et des ouvriers qualifiés. L'enquête du HCP dévoile par ailleurs que la majorité des recrutements sont de remplacement ou se font suite à l'expansion de l'activité.

Peut-on dire que l'export réussit aux TPME ?

Il semblerait que les TPME se distinguent à l'export et disposent d'un potentiel en progression sur ce créneau. Dans le détail, l'enquête révèle que la part des entreprises exportatrices est de près de 7%, dont un peu plus de la moitié sont des exportatrices régulières ajoutant que cette part est de 2,6% au sein des TPE et de 10% au niveau des PME. Par secteur, 80% des entreprises exportatrices se créent dans le secteur tertiaire qui est dominé par les TPME. A cela s'ajoute le fait que 40% des TPME qui exportent

ont moins de 10 ans. Parallèlement, la part des entreprises exportatrices est relativement importante au sein des grandes entreprises (31%) mais 55% ont plus de 20 ans.

Financement, le talon d'Achille de l'investissement et de l'emploi

Pour étendre leur business, les entreprises ont besoin d'investir plus et de recruter. Néanmoins cette démarche reste entravée par plusieurs obstacles. Pour planter le décor, une entreprise sur cinq recourt au financement externe. Il vient à 93% du crédit bancaire. Ce taux représente 46% pour les grandes entreprises contre 18% pour les TPME. .../...



Les TPME sont les plus touchées par les difficultés d'accès au financement. Celui-ci représente «un obstacle sévère» pour 40% d'entre elles.

.../....Toutefois, les TPME sont les plus touchées par les difficultés d'accès au financement. Celui-ci représente «un obstacle sévère» pour 40% d'entre elles.

58% des patrons sont insatisfaits des services bancaires

Plus de la moitié (58%) des chefs d'entreprises interrogés témoignent de leur insatisfaction par rapport aux services offerts par les institutions financières. Il en ressort que les patrons des TPE sont les plus mécontents (63%).

Demandes de crédit : Le taux d'intérêt élevé et les garanties y font frein

Lors des 3 dernières années, 35% des entreprises ont demandé un crédit auprès d'une institution bancaire : 56% d'entre elles sont des grandes entreprises et 27% sont des TPE. Selon l'enquête, le taux d'intérêt élevé (40%) ainsi que les garanties exigées par les banques (34%) sont les principaux freins à la demande de crédit. Ces deux facteurs se sont davantage resserrés durant la même période, soutiennent les chefs d'entreprises questionnés par l'enquête. Il s'avère également que 33% des entreprises

évitent le recours au crédit bancaire pour des raisons religieuses.

Contrôles fiscaux et redressements : Les chefs d'entreprises se plaignent

Sur le volet fiscal, les patrons d'entreprises se plaignent des contrôles fiscaux et de la multiplicité des redressements. Ainsi, 34% des grandes entreprises déclarent avoir fait l'objet d'un contrôle fiscal et 73% ont été redressées rien que durant la dernière année. Globalement, le système fiscal est contraignant pour 60% des chefs d'entreprises. Il est considéré comme un facteur de découragement de l'investissement pour 95% d'entre eux, source de méfiance vis-à-vis de l'administration fiscale par 88% des entreprises et favorise le recours à des pratiques informelles par 69% des entreprises interrogées. Sa complexité est décriée par plus de la moitié des entrepreneurs (51%). Cette proportion est de 63% pour les grandes entreprises.

Traitement des litiges, transparence dans les commandes publiques, rapport à l'administration : Les contraintes sont multiples

La lenteur du traitement des litiges

commerciaux par les tribunaux constitue une contrainte pour 51% des entrepreneurs et la difficulté dans l'application des décisions judiciaires pour 15% des cas, indique l'enquête. Les patrons se plaignent également des difficultés pour décrocher une commande publique. Ils sont 45% à dire que le monopole de certaines raisons qui les empêchent d'avoir une commande publique.

Les TPE estiment être les plus touchées avec 60%. A cela s'ajoute le manque de transparence. Ce facteur est évoqué par 56% des PME ayant soumissionné à un marché public. Sans parler des délais de paiement après livraison des commandes publiques : selon 89% des chefs d'entreprises, ces délais constituent un réel frein au développement de l'entreprise. *«Ce facteur menace beaucoup plus les TPME (90%) qui le considèrent comme un obstacle majeur à très sévère à la continuité de leur activité»*, indique l'enquête.

Les rapports à l'administration publique sont toujours aussi peu satisfaisants. Ainsi, les deux tiers des entreprises estiment que la complexité des procédures de l'administration est un obstacle au développement de leur activité.

2.101 entreprises concernées par l'enquête

Cette enquête qui s'est déroulée entre les mois de janvier et juillet 2019 s'est ainsi adressée à 2.101 unités dont 769 représentant l'industrie, 371 la construction, 294 le commerce et 667 les services marchands non financiers. Aux termes de cette enquête du HCP, les Très petites et moyennes entreprises (TPME) sont celles dont le chiffre d'affaires est inférieur à 75 millions DH et des effectifs inférieurs à 200 employés. Quant aux Très petites entreprises (TPE), elles sont définies comme étant les unités ayant un CA de moins de 3 millions DH et un effectif inférieur à 10 employés, selon le même document. Pour ce qui est des grandes entreprises (GE), l'enquête a désigné celles dont le chiffre d'affaires est supérieur à 75 millions DH ou des effectifs dépassant 200 personnes.